

Plus de 1000 agressions gratuites par jour en France, combien faites par des musulmans ? Au moins 666 !

écrit par Christine Tasin | 27 août 2018

JACK LANG
Le Président

Paris, le 18 novembre 2014

Monsieur Manuel VALLS
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75007 Paris

Cher Monsieur le Premier Ministre,

Permettez-moi d'attirer votre attention sur la situation des aumôneries musulmanes dans les prisons françaises. J'ai été récemment, comme Président de l'Institut du monde arabe, interpellé sur ce problème.

Selon mes interlocuteurs, en qui j'ai toute confiance, les aumôniers musulmans qui interviennent dans les maisons d'arrêt ou les centres pénitenciers sont défavorisés par rapport aux aumôniers des autres religions, tant sur le plan statutaire que sur le plan quantitatif.

Ils sont moins nombreux, alors que l'on estime qu'en moyenne les détenus de culture musulmane représentent près des deux-tiers de la population carcérale. Même si des créations de poste ont vu le jour lors des derniers exercices budgétaires, le retard accumulé n'a pas été comblé.

Ils sont également moins bien rémunérés et moins bien remboursés de leur frais, ce qui engendre des situations de précarité et décourage les vocations. Leur formation est aussi lacunaire et peu contrôlée.

Pourtant, d'autres pays européens comme la Belgique ont trouvé des solutions.

Alors que l'islamisme radical tente de conquérir de nouvelles positions, notamment dans les prisons françaises, il me paraîtrait judicieux que le gouvernement accorde la plus grande importance à ce dossier pour éviter tout prosélytisme dangereux pour notre République et ses valeurs.

Je vous remercie de votre attention et vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

*Avec mon amitié,
Jack Lang*

Belloubet, comme Collomb, comme Macron, seraient certes capables de répondre à la question, exactement. Mais ils s'en garderont bien, et pour cause, bramant que les statistiques ethniques sont interdites en France.. Interdites, sauf quand il faut nous vendre le soi-disant besoin de mosquées, de repas

de substitution, de formation d'imams, d'aumôniers musulmans, de prétendu islam de France... Et on ne parle ici que de la violence gratuite, on ne parle pas des violences accompagnant un vol ou une agression sexuelle...

Néanmoins, je suis néanmoins capable de répondre, même si c'est un peu plus approximatif, en toute légalité, pour une raison très simple. Jack Lang, le grand copain des politiques, a lui-même écrit (et c'était en 2015, avant l'invasion...) que les deux tiers des détenus étaient musulmans. Sans aucune réaction, sans aucun démenti, sans aucune poursuite de la LDH ou de SOS racisme... C'est donc bien vrai, et comme, selon le Figaro le nombre d'actes de violence gratuites serait supérieur aux autres, il ne doit pas y avoir d'erreur significative dans mon décompte.

JACK LANG
Le Président

Paris, le 18 novembre 2014

Monsieur Manuel VALLS
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75007 Paris

Cher Monsieur le Premier Ministre,

Permettez-moi d'attirer votre attention sur la situation des aumôneries musulmanes dans les prisons françaises. J'ai été récemment, comme Président de l'Institut du monde arabe, interpellé sur ce problème.

Selon mes interlocuteurs, en qui j'ai toute confiance, les aumôniers musulmans qui interviennent dans les maisons d'arrêt ou les centre pénitenciers sont défavorisés par rapport aux aumôniers des autres religions, tant sur le plan statutaire que sur le plan quantitatif.

Ils sont moins nombreux, alors que l'on estime qu'en moyenne les détenus de culture musulmane représentent près des deux-tiers de la population carcérale. Même si des créations de poste ont vu le jour lors des derniers exercices budgétaires, le retard accumulé n'a pas été comblé.

Ils sont également moins bien rémunérés et moins bien remboursés de leur frais, ce qui engendre des situations de précarité et décourage les vocations. Leur formation est aussi lacunaire et peu contrôlée.

Pourtant, d'autres pays européens comme la Belgique ont trouvé des solutions.

Alors que l'islamisme radical tente de conquérir de nouvelles positions, notamment dans les prisons françaises, il me paraîtrait judicieux que le gouvernement accorde la plus grande importance à ce dossier pour éviter tout prosélytisme dangereux pour notre République et ses valeurs.

Je vous remercie de votre attention et vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

*Avec mon amitié,
Jack Lang*

<http://resistancerepublicaine.com/2015/04/05/23-des-detenus-sont-musulmans-jack-lang-sera-t-il-poursuivi-par-le-mrap/>

En 2016, selon le Ministère de la Justice 40 pour cent des

détenus faisaient le ramadan, on peut s'attendre à ce que les vrais chiffres soient de 80 pour cent..

<https://francais.rt.com/france/28085-prison-garde-sceaux-27000-detenus-musulmans>

Mais, déjà, en 2012, le Président des Jeunes socialistes, Thierry Marchal-Beck, interviewé par Robert Ménard, avouait qu'une étude américaine avait fait une enquête révélant qu'il y avait – à l'époque !- entre 60 à 70 pour cent de musulmans dans les prisons. A partir de la minute 2 :

Si l'on reporte cela au nombre de musulmans par rapport à la population française... la proportion est énorme et le lien entre délinquance et islam est démontré.

Même si l'on prenait le chiffre ridicule de 4 millions de musulmans que veulent nous faire avaler les manipulateurs en présence, rapporté à une population de 65 millions de personnes, et même si, comme je le prétends, on a entre 15 et 20 millions de musulmans en France, l'islam est champion des infractions, des violences, des agressions... forcément.

On lira dans les extraits de l'article du Figaro du jour (voir ci-dessous) cette phrase modèle : *Les «violences gratuites», quant à elles, sont davantage le reflet d'une société qui déraile, où les relations entre les individus se tendent, où des mœurs plus radicales trouvent peut-être un nouveau champ d'expression.*

Que c'est joliment dit... Des mœurs plus radicales... Surtout ne pas parler d'immigration et encore moins d'islam... Après l'islam politique, l'islam radical, voici les mœurs radicales.. On n'arrête pas le progrès. Adieu les mœurs patriarcales, les mœurs de sauvages, les mœurs de barbares... Bonjour les mœurs radicales !

Quant aux causes étudiées par les sociologues, on y trouve pêle-mêle la crise parentale, les ghettos (ben voyons) et, tout à la fin, évoqué en passant, cette belle périphrase « **les effets indésirables de la pression migratoire** ».

Qu'en termes choisis ces choses-là sont dites...

Mais tout va bien, Collomb veille, ses troupes ont reçu l'ordre de palper à la recherche de couteaux... Je sens que SOS Racisme et toute la clique vont encore crier au délit de facies...

Quant à mettre en question l'immigration et l'islam ? Jamais de la vie !

Plus d'un millier d'agressions chaque jour en France

INFOGRAPHIE – La hausse sans fin des «violences gratuites» reste un défi majeur pour la «police de sécurité du quotidien» de Gérard Collomb.

Par [Jean-Marc Leclerc](#) et [Service Infographie](#) Mis à jour le 26/08/2018 à 20h30 | Publié le 26/08/2018 à 18h58

INFOGRAPHIE – La hausse sans fin des «violences gratuites» reste un défi majeur pour la «police de sécurité du quotidien» de Gérard Collomb.

Rien n'arrête la marée montante des «violences gratuites» en France. Depuis le 1er janvier, le nombre d'agressions non crapuleuses (**commises dans un but autre que le vol**) frise le millier d'actes quotidiens. Un record. Le bilan de la délinquance pour le premier semestre 2018, [alimenté par les services de police et de gendarmerie](#), fait ainsi état de plus de 173.000 actes de violence (hors vols), soit une moyenne de 956 agressions par jour.

À ce chiffre, il faut ajouter les violences sexuelles, dont le nombre de faits portés à la connaissance des autorités a

littéralement explosé au premier semestre, passant de 20.827 faits signalés dans la France entière, du 1er janvier au 30 juin de l'an dernier, à 24.884 actes recensés sur la même période de 2018. C'est près de 140 faits de violence sexuelle rapportés chaque jour en moyenne aux forces de l'ordre. La hausse pour le premier semestre dépasse donc les 19%. Et encore ne s'agit-il que des infractions déclarées, car le chiffre noir est, selon les enquêtes réalisées par sondages auprès des victimes, au moins cinq fois plus important.

Seule éclaircie notable, les agressions crapuleuses, autrement dit, pour l'essentiel, les vols avec violences, poursuivent leur baisse tendancielle, passant de 51.498 faits à 45.520 faits en six mois, soit une diminution de plus de 11%. «On doit notamment cette évolution aux dispositifs de sécurité active qui équipent désormais les objets les plus volés comme les téléphones mobiles, ce qui dissuade d'agir une partie des délinquants d'habitude», explique un responsable de la Direction générale de la police nationale.

Les «violences gratuites», quant à elles, sont davantage le reflet d'une société qui déraile, où les relations entre les individus se tendent, où des mœurs plus radicales trouvent peut-être un nouveau champ d'expression. Il suffit de lire les synthèses qui tombent jour après jour sur le bureau du ministre de l'Intérieur pour toucher du doigt cette dérive.

Règlement de comptes

Le 8 août, à Paris, un homme de 50 ans est mort poignardé dans un bus par un individu d'origine tunisienne, après une simple altercation. Le 13 août, à Périgueux (Dordogne), quatre personnes ont été agressées au couteau par un demandeur d'asile afghan de 19 ans. Quatre jours plus tard, à Paris, un homme se trouvait entre la vie et la mort, après avoir reçu des coups de pic à brochette pour une simple réflexion dans une boucherie de la rue Riquet (XVIII^e arrondissement).

À ces comportements individuels s'ajoutent **les violences collectives** dans des lieux que l'on croyait épargnés. Ainsi à Alençon (Orne), début août, où des rixes à répétition ont fait 10 blessés dont 5 par balle et au final un mort. Toutes les victimes étaient de nationalité afghane dans ce quartier de la ville où aucune bande n'avait été identifiée par le passé.

[...]



Causes multiples

Les sociologues n'ont pas fini de se pencher sur les causes de ces crispations. À l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), les analystes se font l'écho des préoccupations des acteurs du terrain, décrivant «des comportements plus impulsifs, un passage à l'acte plus rapide». «Il ne faut pas négliger non plus l'effet de groupe qui favorise l'anonymat des auteurs d'infraction à la chaîne», selon Christophe Souleze, le directeur de l'ONDRP.

L'affaiblissement de l'autorité parentale, la crise du système éducatif, la persistance des ghettos malgré les milliards d'euros engloutis dans la rénovation urbaine, mais aussi les effets indésirables de la pression migratoire, sont autant d'explications de fond qui ne sauraient être négligées.

Promoteur de la «police de sécurité du quotidien» – cette sorte de «police de proximité» qui se voudrait enfin empreinte de réalisme -, le ministre de l'Intérieur n'ignore rien des défis qui se posent. Ses troupes lui rappellent combien il est urgent de restaurer la crédibilité de la réponse pénale. Mais la justice ne fera guère de miracle sans places supplémentaires en prison ni nouvelles structures fermées pour accueillir les mineurs délinquants les plus durs.

Les programmes de construction d'établissements pénitentiaires ou éducatifs lancés mettront des années à voir le jour.

Parallèlement, côté police et gendarmerie, la réforme en cours du temps de travail menace d'obérer de 5 à 6% la capacité opérationnelle des unités. Gérard Collomb va devoir tenir ferme la barre.

Action ciblée contre les armes blanches

Les agressions à l'arme blanche font l'objet d'un suivi tout particulier à Beauvau depuis quelques mois. Le ministère de l'Intérieur a identifié entre le 1er juin et la fin août pas moins de 90 affaires marquantes, soit qu'elles aient abouti à un décès, soit que le pronostic vital d'une victime au moins ait été engagé. Selon nos informations, la moitié de ces faits relèvent de violences intrafamiliales. Une dizaine de victimes sont des femmes. Le reste des affaires est principalement constitué de rixes sur fond d'alcool.

Des consignes ont été données aux unités à la demande expresse de Gérard Collomb pour faire rechercher toute arme blanche portée dans la rue, en multipliant les palpations, surtout dans les zones où fraient les bandes. Depuis janvier, les forces de l'ordre ont procédé à 21 .253 mises en cause pour port d'arme prohibée contre 19.761 à la même période de l'année précédente. L'Intérieur se félicite que les vols avec arme blanche aient diminué depuis le début 2018 de 7,5 %. La justice, de son côté, a donné des instructions aux procureurs pour des actions ciblées.

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/08/26/01016-20180826ARTFIG00129-pres-d-un-millier-d-agressions-chaque-jour-en-france.php>